

# Journal de Côte d'Ivoire

N° 31 du 10.05 au 10.06.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Cote\\_dIvoire.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Cote_dIvoire.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

## Sommaire

1

Tiré à part :

Dr Prao Yao Séraphin, S. Vangah et S. Séry :

[BILAN D'UN AN DE GOUVERNANCE: OUATTARA A FAIT CE QU'IL N'A PAS DIT ET DIT CE QU'IL N'A PAS FAIT.](#)

Droit de Réponse : Allez dire à Alassane Ouattara que sa place est partout sauf dans un Palais Présidentiel !

1 Politique Côte d'Ivoire occupé :

Christian Vabé : [LE FAUX SCOOP DE JEUNE AFRIQUE AFFAIRE «PLUS DE 700 MILLIONS FCFA SUR UN COMPTE DE LAURENT GBAGBO»:](#)

2 Des Canons ... pas du beurre

2-1 Odile Biyidi - Camus Ali Lynx : «François Hollande n'est pas le type de caractère à casser la baraque française».

2-2 KOBAZEYRET Laurent : HOLLANDE COMME OBAMA?.

2-3 D'abord, en quoi le nouveau Président [français](#) serait-il un espoir pour les africains ?

2-4 Sur le terrain

Regards croisés: [ABIDJAN-YOPOUGON: DES DETENUS BRULES AU FER DANS UN CAMP DE CONCENTRATION.](#)

2-4 Les grandes manœuvres

Phillipe Brou : [Liberté provisoire : Un pays Africain veut accueillir Gbagbo.](#)

Les grandes manœuvres

Macaire Dagry : L'Afrique ne doit rien attendre du nouveau pouvoir français.

Hollande - Ouattara : l'Appel téléphonique qui marque le début de la Fin !

3 Cour pénale internationale -

4 Processus de paix

[CPI-GBAGBO: Requête en incompétence : AU COEUR D'UN TOURNANT DECISIF](#)

---

Tiré à part :

Dr Prao Yao Séraphin, S. Vangah et S. Séry :

## **BILAN D'UN AN DE GOUVERNANCE: OUATTARA A FAIT CE QU'IL N'A PAS DIT ET DIT CE QU'IL N'A PAS FAIT.**

Mamadou Koulibaly, Président du LIDER (Liberté et Démocratie pour la République)

Après une analyse à froid et méthodique de son programme, de ses promesses, de ses annonces et de ses réalisations, LIDER affirme que le président de la République a fait ce qu'il n'a pas dit et dit ce qu'il n'a pas fait.

Il n'avait pas dit qu'il plomberait le budget de l'Etat pour s'acheter un avion pour ses nombreux déplacements, souvent d'ordre privé, à l'étranger. Il n'avait pas dit qu'il utiliserait les fonds publics pour agrandir sa maison personnelle et la transformer en palais. Il n'avait pas dit qu'il triplerait le budget de souveraineté pour l'amener à 300 milliards de francs CFA, et qu'il en confierait la gestion, en toute opacité, à son petit frère. Il n'avait pas dit qu'il utiliserait l'argent du contribuable ivoirien pour financer l'ONG de son épouse, ni qu'il lui confierait la gestion de la microfinance en Côte d'Ivoire. Il n'avait pas dit qu'il abandonnerait les Ivoiriens dans la mi-sère pendant qu'il passerait son temps à l'étranger. Il n'avait pas dit qu'il instituerait la doctrine du rattrapage ethnique comme politique de gouvernement. Il n'avait pas dit qu'il ferait exploser le coût de la vie de sorte que le panier de la ménagère en soit réduit à une peau de chagrin, pendant que lui, sa famille et son gouvernement se permettent des dépenses somptuaires.

Par contre, Alassane Ouattara avait promis la gratuité des soins, mais il ne l'a pas fait. Il avait promis un gouvernement de 25 membres; ce sont 40 ministres qui gloutonnent le budget de l'Etat. Il avait dit qu'il allait améliorer la qualité de vie des Ivoiriens; la condition de vie des ménages s'est détériorée de façon abrupte. Il avait promis 200.000 nouveaux emplois par an; il est l'homme par qui le chômage ethnique et technique est arrivé. Il avait promis l'ouverture d'universités dans chaque région; il a jeté 30.000 étudiants à la rue en fermant celles qui existaient. Il avait promis une justice impartiale; aucun des criminels de son camp n'a été incarcéré à ce jour.

La liste est infinie, mais LIDER ne se lassera pas de pencher son flambeau sur l'action d'Alassane Ouattara afin d'éclairer les Ivoiriens sur la vacuité de ses promesses et l'inefficacité de son programme.

Les conférenciers : Dr Prao Yao Séraphin, S. Vangah et S. Séry.

**Source:** Bulletin "LIDER NEWS 4", mi-mai 2012

<http://regardscroises.ivoire-blog.com/>

---

Droit de Réponse : Allez dire à Alassane Ouattara que sa place est partout sauf dans un Palais Présidentiel !

La présente Chronique est un droit de réponse à [Alassane Ouattara](#), après son interview avant-hier sur RFI (Radio France Internationale).

Cette interview, qui doit être comprise comme une tentative désespérée de faire parler de lui en bien auprès du nouveau pouvoir [français](#), nous aurait laissés indifférents, si les propos tenus par le sieur Alassane [Ouattara](#) s'étaient limités aux mensonges et aux promesses roublardes auxquelles nous sommes déjà habitués comme une marque déposée de son imposture en [Côte d'Ivoire](#).

Mais au cours de cette interview, Alassane Ouattara a parlé de Son Excellence Monsieur [Laurent GBAGBO](#), Président de la République de Côte d'[Ivoire](#), comme d'une personne qui mérite d'être enlevée et déportée à la [Haye](#) par les Colons au service desquels il conduit son projet d'imposture, alors que Président en exercice, Laurent [GBAGBO](#) a été agressé militairement et a survécu à une tentative d'assassinat conduite par [Nicolas Sarkozy](#) sur demande du même [Dramane Ouattara](#) en avril 2011, tout simplement parce qu'un contentieux électoral est né suite à une élection présidentielle à laquelle à participé Alassane Ouattara en qualité de candidat ne remplissant pas les conditions, c'est-à-dire, de candidat exceptionnel.

Le contraire de ces propos nous aurait étonnés si nous ne connaissions pas l'histoire d'Alassane Ouattara en Côte d'Ivoire.

Mais sans être étonnés, nous tenons à dire aux Résistants et Patriotes [africains](#) qui se sont sentis blessés par ces propos normaux venant de la bouche d'un homme anormal, qui n'est rien d'autre qu'un faussaire patenté, un fou de l'argent volé et un abonné notoire aux assassinats de civils, de [femmes](#) et d'enfants comme en témoignent tous les rapports produits par des ONG internationales dites de défense des [droits](#)

[de l'Homme](#), eh bien nous tenons à dire à toutes ces personnes choquées par les propos d' Alassane Ouattara, que pour un psychopathe, la chose anormale, c'est d'être un citoyen normal.

Si donc Alassane Ouattara, du sommet de son imposture à la tête de [la Côte d'Ivoire](#) estime que le [Président GBAGBO](#) qui en 10 années à la tête de l'Etat cumule une maigre fortune de 700 millions de francs CFA, alors qu'après 19 voyages en France sur une période de 12 mois, les dépenses en kérosène d'Alassane Ouattara ont coûté mille cinq cents trente neuf (1 539) millions de francs CFA aux [Ivoiriens](#) soit la somme de 81 millions en aller et retour pour un avion qui consomme 6,7 millions de francs CFA (13 000 USD) par heure de vol, allez-y comprendre quelque-chose.

Si Alassane Ouattara, qui a appelé à une attaque armée de la Côte d'Ivoire, alors que Laurent GBAGBO demandait un simple recomptage des voix suite à la fraude massive perpétrée par ce même Alassane Ouattara lors des élections présidentielles de novembre [2010](#), trouve qu'après avoir provoqué le massacre en moins de 7 jours, d'au moins 5 000 civils dans les régions jugées pro-GBAGBO, c'est Laurent GBAGBO qui mérite d'être la Haye et lui l'initiateur et l'instigateur des massacres de civils doit être dans un Palais Présidentiel, allez-y comprendre quelque chose.

Si Alassane Ouattara, pour continuer à mériter le [soutien](#) des occidentaux qui se sont servis de lui et se sont associés à son business de la mort, du pillage et de l'Immoral, fait l'apologie du terrorisme d'Etat à l'international auquel s'est adonné la France de Nicolas [Sarkozy](#) en 2011 et que François Hollande entend perpétuer en Côte d'Ivoire, pourquoi devons-nous trouver cela anormal et choquant?

Nous vous l'avons déjà dit. Aucun homme normal ne peut renoncer à son pays d'origine, renoncer à sa mère, se faire passer pour le fils d'une autre femme dans un pays qui n'est pas le sien, semer la mort et la désolation dans ce pays pendant plus de 10 ans, tout juste pour se faire appeler président de ce pays, alors qu'il n'en est ni un citoyen au sens du droit ni un élu au sens constitutionnel du terme.

Alors permettez-moi d'insister. Alassane Ouattara est un grand malade. Il a besoin d'être soigné et mis en quarantaine, pour son propre bien et pour celui des Ivoiriens. N'accordez donc aucune attention à ces propos. Concentrez-vous sur la mobilisation à l'International autour du Président GBAGBO.

Pour les grands maux dont souffre ce cynique et sinistre individu, il y aura des grands remèdes. Et croyez-moi, le léger retard n'empêchera pas votre bonheur d'être immense et votre soulagement d'être définitif.

Nous avons déjà fait l'essentiel. Mais celui qui tient la trompette insiste pour dire qu'il attend un Signe. Il nous rassure qu'il sait que le fruit n'est plus vert, qu'il a exagérément jauni parce que les bêtes l'ont perforé de toute part, mais il faut bien qu'il reçoive le Signe. Et il ajoute que si nous bâtissons sans le Signe venant du Bâtitteur, nous travaillerions en vain.

Alors, nous nous impatientons. Mais nous obéissons. C'est tout.

Sinon, Il N'Y A RIEN EN FACE !

A Très bientôt.

Hassane Magued

La Révolution Permanente N°00268/05/12

<http://www.ivoirediaspo.net/?p=7053>

---

1 Politique Côte d'Ivoire occupé :

Christian Vabé : LE FAUX SCOOP DE JEUNE AFRIQUE [AFFAIRE «PLUS DE 700 MILLIONS FCFA SUR UN COMPTE DE LAURENT GBAGBO»:](#) .

Pour Jeune Afrique - sous la plume d'André Silver Konan - la révélation de l'existence de « plus de 700 millions FCFA sur un compte bancaire de Laurent Gbagbo » devait être le scoop du siècle, car le Président Laurent Gbagbo a toujours montré son aversion pour les espèces sonnantes et trébuchantes. Autrement dit, l'argent à la différence d'Alassane Ouattara, n'a jamais été le moteur de son engagement politique. Seuls la Côte d'Ivoire, l'Afrique et le bien être des populations et l'amélioration de leurs conditions de vie, l'ont toujours guidé en politique. Pendant ses dix ans au pouvoir, cela s'est toujours vérifié. Même lors de son transfèrement à la CPI, cette dernière après plusieurs mois de recherche, ne lui a trouvé aucun compte bancaire dans aucune banque européenne ou américaine, et dans aucun paradis fiscal.

Et voilà que Jeune Afrique nous apprend dans sa parution d'hier que « L'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo n'est pas aussi indigent que cela ». Et que « de source judiciaire, 741 071 364 francs CFA (soit

environ 1,13 million d'euros) ont été découverts sur un compte bancaire ouvert à son nom à Abidjan ». Pour des économistes au pouvoir, ayant fait leurs classes au FMI et à la BCEAO en tant que directeur général adjoint et gouverneur, cette révélation arrive bien tard. On aurait pu penser que le gouvernement Ouattara aurait pu le savoir dès les premiers jours de son installation. Mais arrivant un an plus tard, on se pose des questions, surtout que en plus d'être accusé d'être coauteur indirect de crimes de sang et de crimes contre l'humanité, Laurent Gbagbo est également accusé par Ouattara de crimes économiques. Selon Jeune Afrique, « Le compte bancaire de Laurent Gbagbo sur lequel ont été découverts les 741 071 364 francs CFA (1.13 million d'euros) est logé à la Société générale de banques en Côte d'Ivoire (SGBCI, filiale de la Société générale en France) ».

Il aurait été ouvert fin octobre 2000 par les services de la direction administrative et financière de la présidence ivoirienne, juste après la prestation de serment de Laurent Gbagbo à la présidence de la République.

Toujours selon notre confrère panafricain, « Ce compte a été régulièrement approvisionné à partir de juillet 2002, quand Gbagbo a signé un décret déterminant les conditions matérielles et financières d'exercice des fonctions de président de la République. Ce décret, daté du 17 juillet, fixait le salaire du président de la République à 9 584 580 FCA (14 632 euros). Une somme qui a été dès lors régulièrement versée sur le compte de la SGBCI. Le compte devrait contenir plus d'un milliard de francs CFA si des transferts de fonds vers d'autres comptes n'ont pas été effectués entre-temps ».

Comme on le voit, c'est bien le salaire de Laurent Gbagbo, qu'il avait fixé publiquement à 9 584 580 FCA (14 632 euros), qui a transité sur ce compte. Et selon un proche de Laurent Gbagbo joint par IvoireBusiness sous couvert d'anonymat, le Président Gbagbo, via ses avocats, a tenu informé la CPI de l'existence d'un tel compte bancaire.

Mais ce compte bancaire est gelé par la justice ivoirienne qui le poursuit par ailleurs pour crimes économiques. Ce qui fait qu'il bénéficie de l'aide judiciaire de la CPI.

En effet, ses frais judiciaires s'élèvent à 900 millions de francs CFA (1,3 million d'euros, NDLR). C'est dire que même si les 741 071 364 francs CFA (1.13 million d'euros) logés à la Société générale lui étaient restitués, Laurent Gbagbo ne pourrait toujours pas faire face à ses frais de justice.

Le Scoop du « siècle » de Jeune Afrique **tendant à discréditer Laurent Gbagbo en le faisant passer pour un détourné de deniers publics**, est donc un faux scoop. Il campe juste dans le sensationnel et dans l'émotionnel. Et rappelle étrangement les soit disant 50 millions de FCFA attribués à Thomas Sankara et découverts par Blaise Compaoré dans son palais, lors de son coup d'Etat.

Tout le monde avait compris que le beau Blaise voulait justifier l'assassinat de son ami en le faisant passer pour un vulgaire voleur.

Il n'a jamais réussi à le faire car le prestige de Thomas Sankara est toujours aussi haut dans les esprits de millions d'Africains.

Il en est de même pour le Président Laurent Gbagbo, dont l'intégrité et la probité morales sont restées intactes.

**Christian Vabé**

**Source: [IVOIREBUSINESS.NET](http://IVOIREBUSINESS.NET)**

---

2 Des Canons ... pas du beurre

2-1 Odile Biyidi - Camus Ali Lynx : «François Hollande n'est pas le type de caractère à casser la baraque française».

21 Mai

**Lynx.info : Pour son investiture, François Hollande cite l'impérialiste Jules Ferry.**

**Comment avez-vous accueilli cette sortie, vous qui avez écrit un livre « Du Racisme Français » ?**

La revendication de ce patronage par François Hollande m'a consternée. Passer par pertes et profits le discours de Jules Ferry, fondateur d'un racisme d'Etat, en le minimisant, c'est vraiment faire injure aux membres de la communauté française qui ont eu à souffrir du colonialisme.

**Lynx.info : Pour vous, Hollande « veut » ou ne « peut » pas se débarrasser de la France ?**

Il croit qu'il veut, mais comme il reste profondément paternaliste dans sa vision de l'Afrique, le résultat sera à la hauteur de cette vision. On baptisera "démocratie" les régimes dociles. On diabolisera toute

tentative d'émancipation hors du patronage de ceux-qui-savent-ce-qu'il- faut-aux-Africains. La gauche au pouvoir a été plus françafricaine que personne. François Hollande n'est pas le type de caractère à casser cette baraque.

**Lynx.info : Dans une de nos interviews vous dites : « Sarkozy n'a pas d'intérêt à voir l'Afrique se développer ». Quand l'Afrique se meurt la France se sent plus forte. C'est ça ?**

La France en Europe doit son rang non à la supériorité industrielle, comme l'Allemagne, mais au fait qu'elle apporte le gâteau africain dans la corbeille. Ce n'est possible que par la tutelle exercée sur des régimes corrompus, ennemis de leurs peuples mais amis des multinationales.

**Lynx.info : On a vu Laurent Fabius, actuel ministre des affaires étrangères faire le tour dans les dictatures peut avant les élections. Un mauvais signe pour l'Afrique ?**

Un très mauvais signe, celui que rien ne va changer, sauf l'habillage rhétorique. Finalement la gauche de gouvernement baigne dans les mêmes réseaux, boîtes de communications œcuméniques, lobbies francs-maçons et autres, qui tiennent les classes dirigeantes africaines. Michel Rocard est conseillé de Paul Biya au Cameroun, rémunéré par Euro-RSCG de Stéphane Fouks. Il agit de concert avec Alain Juppé.

**Lynx.info : Dans une interview que vous nous aviez accordée à Lynx info vous dites : « Certains socialistes, comme Hollande, après Mitterrand, ont toujours soutenu l'impérialisme français avant toute chose » Maintenez-vous encore ces propos ?**

Bien sûr et l'intronisation du quinquennat sous le patronage du maître de l'impérialisme, de même que la dévotion de Hollande à Mitterrand français ont hélas confirmé toutes les craintes qu'on pouvait avoir.

**Lynx.info : Jean Luc Mélenchon dit que. « Les socialiste français ont été hypocrites vis à vis de Laurent Gbagbo ». Peuvent-ils se racheter maintenant qu'ils sont au pouvoir ?**

Je ne pense pas qu'ils peuvent s'instruire en quoi que ce soit par l'expérience des faits. Il faudrait qu'ils reviennent sur tous les jugements sommaires et contre-vérités qu'ils ont répandus et c'est impossible. Ils ne sont pas près de renoncer à une vision manichéenne qui arrange les intérêts français.

**Lynx.info : Comment expliquez-vous qu'un Français comme Michel Gbagbo soit en prison en Côte d'Ivoire et que cela n'émeuve pas le gouvernement français ?**

Le gouvernement français est fait pour protéger les intérêts français et pas spécialement les droits de l'homme de tous les Français. Il faut qu'il soit interpellé sur le sujet et mis en demeure d'accorder sa protection à l'un de ses ressortissants persécuté.

**Lynx.info : Ouattara avec le confrère RFI dit que : « La place de Laurent Gbagbo est à la CPI ». Beaucoup disent que c'est la France qui lui donne ce quitus de parler comme il veut. C'est ça ?**

Que Laurent Gbagbo soit prisonnier aux Pays-Bas est certainement mieux pour lui que de l'être en Côte d'Ivoire, comme Simone Gbagbo et tant d'autres Ivoiriens dont on est sans nouvelles et qui sont à la merci de tortionnaires qui jouissent de l'impunité la plus totale. Le procès de Laurent Gbagbo à la CPI sera l'occasion de débats, qu'on a déjà voulu étouffer par la procédure, mais qui s'imposeront, à moins de voir la justice internationale sombrer dans le discrédit.

**Lynx.info : Selon- vous Ouattara livrera ses seigneurs de guerre à la CPI un jour ?**

Attendons. Je crains que les crimes des milices de la rébellion, pendant ces dix dernières années et lors de la guerre de conquête de l'Etat ivoirien, ne restent impunis du fait des protections et de la complicité dont leurs chefs jouissent de la part des puissances occidentales.

**Lynx.info : Vous aviez une fois dit que les pays anglophones ne lésinent sur rien à se faire respecter. Comment expliquez-vous que ceci ne soit pas le même avec les pays francophones ?**

Il est certain que les pays africains anglophones sont plus indépendants que les pays francophones, du fait des liens étroits que ces derniers entretiennent avec la puissance coloniale, monnaie, armée etc. On ne voit pas par exemple une multinationale anglaise régenter tous les ports des pays anglophones comme Bolloré le fait dans les pays francophones exerçant de fait son contrôle sur un domaine régalien des Etats dans leurs échanges. Le différend électoral au Kenya a été réglé par la classe politique kényane et pas par une intervention extérieure.

**Lynx.info :** Je vous remercie  
Odile Biyidi

**Interview réalisée par** Camus Ali Lynx.info

<http://www.lynxinfo.info/interviews/interviews/2375-odile-biyidi-francois-hollande-nest-pas-le-type-de-caractere-a-casser-la-baraque-francafricaine.html>

---

## 2-2 KOBAZEYRET Laurent : HOLLANDE COMME OBAMA?

En 2007, à la faveur des élections primaires du parti démocrate aux USA, les [africains](#) découvraient, avec surprise et fierté, un américain d'origine africaine désigné par son parti pour être candidat à la présidentielle de 2008. Les africains, dans leur grande majorité, se souvinrent de leurs conditions de vie dramatiques depuis la traite des noirs jusqu'à la colonisation. Ils se rappelèrent aussi les échecs des noirs américains dans leur tentative de lutter contre la discrimination raciale.

Lorsque [OBAMA](#) fut coopté par son parti pour la présidentielle de 2008, il bénéficia de nombreux soutiens de la part des noirs, des blancs, des riches ou pauvres pour le financement de sa candidature. OBAMA constitua dès lors un espoir pour les noirs en général et pour les africains en particulier.

A l'occasion de son investiture suite à son élection, toute la planète Terre a suivi en direct la cérémonie grandiose au cours de laquelle, Jesse JACKSON l'un des leaders noirs américains, très ému, a coulé des larmes de joie, sans doute se souvenant des nombreuses souffrances endurées par les noirs aux USA et se rappelant aussi le rêve du célèbre Martin Luther KING « I have a dream ».

Les africains se réjouirent avec l'espoir que prendrait alors fin, le joug pesant des USA et des autres pays occidentaux sur les pays sous-développés, toujours honteusement exploités.

Cet espoir fut entretenu lorsqu'au pouvoir, OBAMA, pour sa première visite en [Afrique](#), déclarait à Accra au [Ghana](#) (Afrique Occidentale) qu'il souhaitait pour les pays africains des institutions fortes, sans doute pour consolider la démocratie, lui le démocrate. Il a aussi, concernant la prison américaine de Guantanamo, déclaré son désir de la fermer.

Ces belles déclarations ont-elles été suivies d'effets ? Que nenni ! Les promesses d'OBAMA n'ont engagé, comme toujours, que ceux qui y ont cru.

En effet, s'agissant de sa déclaration d'Accra visant à promouvoir des institutions fortes dans les pays africains, comment cela serait-il possible quand OBAMA, qui a accompagné [Sarkozy](#) dans les [guerres](#) faites à [la Côte d'Ivoire](#) et à [la Libye](#) à cause de leurs richesses, a royalement bafoué les institutions de ces états pour finalement imposer à leurs peuples un dictateur et des renégats? De quelles institutions fortes a voulu parler OBAMA à Accra quand ses ambassadeurs sont des pièces maîtresses dans le renversement des régimes en place comme en [Côte d'Ivoire](#) et en Libye ? Comment les institutions peuvent-elles être fortes quand les coups d'état se succèdent dans des pays où sont implantées des ambassades américaines telles en Côte d'[Ivoire](#), au [Mali](#), en [Guinée](#) Bissau sans que le pays d'Obama ne s'y oppose mais au contraire utilise les organisations sous-régionales et continentales pour accompagner les putschistes ?

De quelles institutions fortes a parlé OBAMA, quand il félicite celui qui a été imposé aux congolais à l'issue d'une parodie d'élections ?

En Syrie, quelles institutions fortes voudrait voir le Président américain, quand il est à la base de la déstabilisation du régime de Bachar El Assad en déclarant à qui veut l'entendre que la question qui se pose dans ce pays, « ce n'est pas si Assad partira du pouvoir, mais plutôt quand » ?

Au total, Obama l'afro-américain est un espoir déçu pour les africains. C'est sous son règne que le continent africain a le plus connu les pires atrocités des rebellions, des terroristes et surtout la mise à mal des démocraties naissantes comme en Côte d'Ivoire avec le Président renversé [Laurent GBAGBO](#) et avec l'assassinat du Guide libyen.

Obama l'africain a fait en Afrique pire que tous les Présidents blancs américains.

---

2-3 D'abord, en quoi le nouveau Président [français](#) serait-il un espoir pour les africains ?

En France, l'élection de Hollande pourrait aussi constituer un espoir déçu à l'analyse des faits.

Au soir du jour de l'élection de Hollande, de très nombreux africains ont manifesté leur joie aussi bien en France qu'en Afrique. Les français résidant en Afrique ont d'ailleurs voté dans leur grande majorité le

candidat socialiste, eux qui sont imprégnés des aspirations légitimes des peuples africains. Hollande, pour ces africains ; constitue un espoir car il vient de chasser de l'Elysée, leur bourreau. De plus, ses déclarations opposées à la pratique mafieuse de la [Françafrique](#) qui maintient les pays francophones dans le sous développement, son engagement pour la fermeture de la cellule africaine de l'Elysée et son refus de cautionner le semblant d'élection présidentielle en RDC, en décidant de ne pas se rendre au sommet de la francophonie prévu dans ce pays au dernier trimestre de cette année, sont des raisons et des signes du changement prôné par le Président Hollande, pour que les africains se réjouissent de son avènement à la tête de l'exécutif français.

Déjà lors de sa rencontre avec Merkel, la Chancelière allemande, Hollande a privilégié la croissance, respectant ainsi son programme de campagne. De plus, à la rencontre des dirigeants de l'OTAN ; il a su convaincre ses pairs du retrait des combattants français d'Afghanistan en fin 2012, en accord une fois de plus avec la promesse faite aux français pendant la campagne électorale. Ces signes augurent d'un respect des promesses faites aux africains.

Cependant, en se fondant sur la traite des noirs, sur l'expérience passée de l'ancien Président Mitterrand, le socialiste qui n'a pas apporté grand' chose à l'Afrique et malheureusement, le fait que les blancs ont de tout temps considéré l'africain comme un sous-homme, des raisons d'inquiétude existent. Hollande saura-t-il tenir ferme devant les pressions de ses multinationales et des réseaux mafieux afro-occidentaux ?

En 2004, à l'issue de la barbarie de l'[armée française](#) contre les [ivoiriens](#), Hollande, alors premier secrétaire du parti socialiste, prenant le parti de son compatriote [Chirac](#), a jugé « infréquentable » son camarade socialiste, Laurent [GBAGBO](#). Il a en outre pesé de tout son poids pour que le FPI, parti créé par GBAGBO, soit mis au banc des accusés de l'Internationale Socialiste. Il a dans cette affaire, privilégié, sans discerner ni rechercher la vérité, l'intérêt français faisant ainsi preuve d'un esprit manifestement partisan.

Ces indices amènent à s'interroger si Hollande ne sera pas, comme Obama, un espoir déçu.

En effet, l'on est en droit de se demander si le nouveau Président français voudra concilier les intérêts des multinationales de son pays et des pays occidentaux avec ceux des pays africains. Voudra-t-il au plus vite retirer l'armée d'occupation, la Licorne que ses prédécesseurs de la droite ont installée en Côte d'Ivoire et dont les soldats ont massacré des milliers d'ivoiriens ? Hollande sera-t-il capable de retirer tous les soldats français disséminés partout dans les pays africains ?

Voudra-t-il respecter l'indépendance économique et [politique](#) des états africains ? Quel sort réservera-t-il au Franc CFA, premier instrument d'asservissement des pays africains par la France ? Cet outil dangereux pour les pays africains que le premier Président socialiste Mitterrand, durant les quatorze ans de son règne, n'a pas daigné enrayner. Acceptera-t-il de payer au juste prix les matières premières des pays africains, toujours [victimes](#) de la détérioration des termes de l'échange ?

La France de Hollande continuera-t-elle à rédiger à l'ONU des résolutions fort humiliantes pour ses ex-colonies ? Pourra-t-il traiter d'égal à égal avec les [Chefs d'Etat africains](#) dans les relations diplomatiques ? Maintiendra-t-il dans certaines ambassades des loubards qui s'y sont installés par effraction en molestant d'honnêtes diplomates et leurs collaborateurs ? Continuera-t-il d'imposer aux Chefs d'Etat africains le défilé du 14 Juillet, comme signe de soumission au « trône de France » ? Au lieu de dialoguer avec les ex-colonies, le Président Hollande choisira-t-il comme son prédécesseur, de larguer des bombes et des missiles sur les populations des pays dont les Présidents sont réfractaires à une Afrique vassalisée ?

Saura-t-il respecter la dignité des africains quand on sait que son camarade socialiste, le [Président GBAGBO](#) est aujourd'hui injustement déporté à la CPI par son prédécesseur, reconnu par la majorité des africains comme le déstabilisateur patenté de leurs pays ? La déportation de GBAGBO ayant été l'œuvre de son prédécesseur au vu et au su de tous, il appartient à Hollande, lui qui a dit « aimer les gens quand d'autres sont fascinés par l'argent », d'innocenter ce patriote africain et tous ces collaborateurs qui sont détenus injustement par [Ouattara](#) dans les goulags du nord, une région embastillée depuis dix années par ses criminels analphabètes.

Comme on l'aperçoit aisément, Hollande, comme OBAMA, pourrait être un espoir déçu s'il ne trouve pas les réponses adéquates aux questions ci-avant.

Mais tout dépendra de son engagement à respecter son programme de gouvernement basé sur « le changement, c'est maintenant ». Il est vrai que dès sa prise de fonction, cela s'est vérifié à l'occasion de son voyage en [Allemagne](#) où il a dû changer d'aéronef à cause de la foudre qui s'est abattue sur son avion de commandement. Il pourrait continuer sur cette lancée en changeant le mode et la pratique de la diplomatie, de la politique, de l'économie et de la coopération militaire à l'égard des pays africains. Hollande peut montrer de meilleures dispositions en s'engageant à ouvrir des enquêtes sur les actions menées par son armée et la droite française en Côte d'Ivoire, en Libye et en Syrie. Il doit aussi porter une attention particulière sur l'accord de défense signé précipitamment entre Sarkozy et son filleul Ouattara. Les patriotes africains lui en sauront gré.

A l'instar d'OBAMA, il est reconnu que Hollande a été élu pour défendre les intérêts des français partout dans le monde. Mais comme tous les pays du monde, l'Afrique, appauvrie par les pays développés, aspire à plus de liberté, de dignité et de respect car les pays de ce continent peuvent se développer par leurs propres moyens si la France et les autres pays développés cessent de s'ingérer dans leurs [affaires](#) politiques, économiques et même militaires en fomentant des coups d'état à partir des rébellions, des mercenaires et autres engins de destruction massive de vies humaines.

Hollande va-t-il continuer de soutenir les régimes fantoches imposés et entretenus par Sarkozy en Afrique ? La France de Hollande continuera-t-elle de soutenir ces Chefs d'Etat corrompus, rebelles, imposés au pouvoir depuis des lustres, qui se sont enrichis frauduleusement et qui tripatouillent les constitutions de leurs pays pour se maintenir à la tête de leurs états à l'issue de parodies d'élections, mais qui sont contre toute attente adulés par les dirigeants français ? D'ailleurs, ces derniers les tiennent en laisse après avoir réussi à les corrompre et les utilisent pour déstabiliser les régimes dirigés par des africains dignes.

De même que OBAMA a été pour les africains un espoir déçu, Hollande, s'il n'applique pas dans les faits son slogan de campagne à l'endroit de l'Afrique, constituera une déception pour des millions d'africains qui ont jubilé trop tôt au soir du 6 mai 2012. Ils constateront alors amèrement que Hollande est comme OBAMA. Vivement que le Président français ne déçoive pas les minces espoirs placés en lui par les africains. Que le mauvais exemple d'OBAMA, l'afro-américain, ne fasse pas tache d'huile.

KOBAZEYRET Laurent

<http://www.ivoirediaspo.net/?p=7063>

---

2-4 Sur le terrain

Regards croisés: **[ABIDJAN-YOPOUGON: DES DETENUS BRULES AU FER DANS UN CAMP DE CONCENTRATION.](#)**

Non, ce n'est pas de la blague...

Non, vous n'êtes pas dans l'Allemagne de Hitler, mais bien en Côte d'Ivoire, plus précisément dans la commune de Yopougon supposée pro-Gbagbo.

Oui dans ce quartier le régime Ouattara a installé un camp de concentration.

Lorsque vous arrivez à Yopougon, dites au chauffeur de vous déposer au feu tricolore du complexe sportif. Vous prenez par la suite la direction du nouveau quartier, tous les chauffeurs de taxi connaissent. Vous dites à la place de la liberté (un site qui pourtant appartient au Fpi, le parti de Laurent Gbagbo), là où se trouve le camp des Frci qui regroupe à ce jour tous les miliciens qui ont combattu pour le régime en place, le régime Ouattara. C'est sur ce site, occupé illégalement par les forces pro-ouattara, que se trouve ce camp de concentration. Au moment où nous mettons sous presse (ce samedi 12 mai 2012), ce camp de torture est présentement fonctionnel avec des milliers de prisonniers.

Ces jeunes que vous voyez dans l'image ci-dessus, dont on n'avait aucune nouvelle, sont actuellement dans ce camp selon de nombreuses indiscrétions. D'autres malheureusement ont succombé aux tortures atroces qui leur ont été infligées par ces miliciens pro-ouattara.

Dans ce camp de concentration, les pratiques qui ont cours sont véritablement inhumaines. Tortures, exactions, violations des droits de l'homme... Tout y passe à l'abri des regards, nous rapporte le quotidien ivoirien « notre voie ». Les témoignages des individus qui ont pu en sortir vivants, mais en loques humaines, donnent froid dans le dos. Selon eux, il s'agit d'un véritable camp de concentration, un mouvoir qui fait penser au camp Boiro de la Guinée-Conakry sous le dictateur Sékou Touré. « Quand on nous envoie dans ce camp, on plonge nos têtes dans des barriques d'eau pour tenter de nous asphyxier afin de nous arracher des aveux. On nous a sérieusement battus tout le temps qu'on est restés aux mains



des FRCI. On met du plastique au feu et on nous colle les flammes au corps pour nous brûler dans l'espoir de nous arracher des aveux. On nous brûle aussi au fer. C'est la torture que j'y ai vécu », confie une récente victime du camp. Témoignage rapporté par ce même quotidien.

### **Un autre jeune torturé par les Frci**

C'est une victime totalement diminuée avec des pieds enflés et le corps plein de brûlures au fer qu'il nous est amené de voir. « On nous bat tout le temps avec du fil de fer, nous dormons sous une bâche au sol nus et nos portables et argent sont confisqués par nos bourreaux. Nous ne mangeons pratiquement pas et on nous interdit toutes les visites et communications téléphoniques. Je sors du camp avec tous mes pieds enflés du fait des tortures et je suis prêt à poser pour des photographies afin de porter à la connaissance de l'opinion internationale toutes les pratiques inhumaines que des personnes injustement détenus subissent aux mains des Frci (forces pro-ouattara). J'ai laissé derrière moi, dans ce camp, des centaines de personnes notamment des policiers, gendarmes, militaires et des civils qui côtoient quotidiennement la mort », explique la victime.

Selon de nombreux témoignages, les arrestations arbitraires dans la commune de Yopougon sont quotidiennes. Ces arrestations se font sur une base ethnique et sur une simple dénonciation sans preuve d'un partisan de Ouattara. Les détenus n'ont droit à aucun procès. C'est le règne de la justice des vainqueurs. « Des gens ont été pris au Kilomètre 17 où un élément des Frci, un Burkinabé appelé Chef Bamba sévit sans retenue. Il arrête des personnes et les conduit au camp Frci du nouveau quartier où ils sont torturés. Les organisations de défense des droits de l'homme doivent faire quelque chose, sinon il sera trop tard pour les autres détenus que j'ai laissés là-bas », poursuit la victime. Avant de préciser : « suite à la torture, je suis tombé dans un coma. Les Frci m'ont envoyé à l'hôpital militaire d'Abidjan où ils m'ont abandonné. Ils sont revenus me reprendre avant de me libérer sans soins lorsque j'ai repris connaissance ».

Les riverains du camp Frci au nouveau-quartier de Yopougon vivent également un cauchemar. Selon eux, chaque nuit pratiquement ils sont victimes de vols. « Les Frci s'introduisent dans nos maisons quand ils veulent et surtout lorsqu'ils sont en manque d'argent pour nous voler sous la menace de leurs armes », soutiennent des riverains.

**Source:** [COTE D'IVOIRE LA VRAIE](http://regardscroises.ivoire-blog.com/)

<http://regardscroises.ivoire-blog.com/>

## 2-4 Les grandes manœuvres

Phillipe Brou : [Liberté provisoire : Un pays Africain veut accueillir Gbagbo.](#)

Le changement de la majorité en France, les impasses du processus de réconciliation en Côte d'Ivoire et la volte-face du régime Ouattara, qui ferme désormais la porte à la Cour pénale internationale (CPI) après l'avoir instrumentalisé pour éloigner du pays l'adversaire redouté, concourent-elles à faire bouger les lignes, notamment en ce qui concerne le cas Gbagbo? En tous cas, quelques mouvements tectoniques sont perceptibles.

Le Nouveau Courrier l'avait annoncé en exclusivité dans son édition du 27 avril dernier. **«Selon nos informations, ce sera avant le 18 juin prochain. Incarcéré à la prison de Scheveningen, aux Pays-Bas, dans le cadre de la procédure ouverte contre lui par le procureur de la Cour pénale internationale – Louis Moreno-Ocampo, qui sera bientôt remplacé par son adjointe Fatou Bensouda –, le président Laurent Gbagbo va faire une demande de mise en liberté provisoire avant l'échéance de la très attendue audience de confirmation des charges.»** A un peu plus d'un mois de la fameuse audience tant attendue, le dossier est désormais sur les rails, si l'on en croit Alain Cappeau, conseiller du plus célèbre prisonnier politique d'Afrique et auteur de l'ouvrage «Laurent Gbagbo, la conscience ivoirienne». Qui a fait cette confidence à l'occasion d'une réunion publique samedi dernier dans la librairie L'Harmattan de la Rue des Carmes, à Paris. Alain Cappeau a également annoncé à l'auditoire qu'un pays africain avait accepté d'accueillir le président Gbagbo dans le cadre de sa demande de mise en liberté provisoire et de le recevoir avec les honneurs dus à son rang. Un pays dont il a refusé de dire le nom, pour des raisons diplomatiques et de confidentialité évidentes. Maintenant qu'elle est bien avancée et «dans les tuyaux» de la CPI, la demande de mise en liberté provisoire de Laurent Gbagbo – qui a pour lui de ne pas être un chef de guerre à l'instar de beaucoup de détenus qui se trouvent à La Haye – sera-t-elle activée dans un délai raisonnable par la Cour, dans un

contexte où la collusion entre le procureur et un régime ivoirien qui tente d'instrumentaliser à son profit la justice internationale saute aux yeux ? Bien entendu, la question est hautement politique et tout dépendra des rapports de force qui s'établiront entre les différents lobbies qui influencent les juges. Ce serait en tout cas un bon signal pour une opinion africaine persuadée que les juridictions internationales servent à humilier les adversaires de l'Occident et à asseoir le pouvoir de leurs alliés quels que soient leurs crimes.

### **Banny veut aller voir Gbagbo à la Haye mais a peur de Ouattara**

L'information circulait dans certains cercles fermés depuis la semaine dernière. Et Jeune Afrique a décidé de lever le lièvre. «**Charles Konan Banny, président de la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation (CDVR, ndlr), envisage de rendre visite à Laurent Gbagbo, l'ancien président ivoirien, à la prison de la Cour pénale internationale près de La Haye. Ce qui permettrait d'engager des discussions sur le processus de réconciliation. La rencontre pourrait avoir lieu avant l'audience de confirmation des charges retenues, en principe le 18 juin.**» Le Nouveau Courrier a enquêté sur ce projet de rencontre.

Et il ressort de nos investigations que Banny souhaitait plus que tout que ce projet de rencontre avec Gbagbo reste secret. Et pour cause : l'ancien Premier ministre et président de la CDVR redoute les faucons du régime, dont Alassane Ouattara est objectivement le plus extrémiste derrière ses dehors mielleux. Le président Gbagbo acceptera-t-il de recevoir Banny, son ancien Premier ministre ? Les proches de ce dernier semblent persuadés que oui, tandis qu'un observateur exprime son scepticisme. «Pour que Gbagbo le reçoive, il faut bien qu'il soit capable de lui donner quelque chose de son côté. Or sa marge de manoeuvre est bien mince...», constate-t-il. «Manoeuvré» par les faucons du RDR et de son propre parti, le PDCI, Banny pourrait bien être plus intéressé par son propre sauvetage que par celui de la Côte d'Ivoire.

Phillipe Brou

Le Nouveau Courrier

<http://www.lynxtogo.info/oeil-du-lynx/afrique/2354-16052012-02164817liberte-provisoire-un-pays-africain-veut-acceuillir-gbagbo.html>

---

Les grandes manœuvres

France

### **Macaire Dagry : L'Afrique ne doit rien attendre du nouveau pouvoir français.**

L'élection de François Hollande à la présidence de la République française a suscité beaucoup d'espoirs en Afrique. Gare à la déception. En France, ces espérances sont plus que justifiées dans un contexte économique et social très difficile et dont les issues restent pour l'instant complètement incertaines. Cette situation pourrait en partie expliquer la chute de Sarkozy qui a vite compris que ses chances d'effectuer un second mandat étaient limitées.

### **Rendez-vous avec la déception**

Après les moments d'euphorie et d'exaltation, viendra très rapidement, celui des réalités avec son lot de déceptions et de désillusions. Elles risquent d'être très douloureuses, tant les attentes sont grandes et parfois même, décalées de la réalité. Les dossiers de suppression de milliers d'emplois, mis en stand-by pendant la période électorale sont déjà d'actualité et assombrissent l'horizon politique et social du président élu.

La victoire d'Hollande a été également fêtée en dehors de la France, notamment sur le continent africain, où le discours du président Sarkozy à Dakar, le 26 juillet 2007 avait été vécu comme une provocation inutile, et pour certains, comme une agression. Pour Sarkozy:

**«le drame de l'Afrique..., c'est qu'il n'y a pas de place ni pour l'aventure humaine, ni pour l'idée de progrès. Le problème de l'Afrique, ce n'est pas de s'inventer un passé plus ou moins mythique pour s'aider à supporter le présent mais de s'inventer un avenir avec des moyens qui lui soient propres etc.»** Chacun appréciera.

### **L'«outrage» des drapeaux**

Après cette victoire de François Hollande, plusieurs drapeaux étrangers, notamment algériens, tunisiens, marocains et bien sûr ivoiriens flottaient sur la place de la Bastille à Paris, créant de fait un malaise au

sein du parti socialiste français, mais surtout dans une grande partie de la communauté française, choquée par cette intrusion au goût douteux.

Ces drapeaux hissés, sur cette place hautement symbolique de la révolution française de 1789 par des personnes d'origine africaine pour la plupart, étaient aussi agressifs aux regards que le discours de Sarkozy à Dakar. On imagine très mal des drapeaux français sur la place de la République à Abidjan, en pleine victoire du candidat PDCI (parti d'Henri Konan Bédié, ancien président), RDR (parti d'Alassane Ouattara, président ivoirien) ou encore moins FPI (formation politique de Laurent Gbagbo, président déchu). C'est une question de bon sens et d'éducation politique et démocratique.

En Côte d'Ivoire par exemple, la victoire du socialiste François Hollande a été célébrée dans l'allégresse et la joie, avec sans doute de très gros espoirs de voir la politique française s'infléchir en faveur de l'ancien pouvoir ivoirien. Certains rêvent même de voir le nouveau président faire libérer Laurent Gbagbo, qu'il a contribué à faire exclure de l'internationale socialiste et en affirmant publiquement que «Laurent Gbagbo était infréquentable».

Dans ces circonstances, on voit mal Hollande devenir soudainement amnésique alors qu'il a voté et soutenu la résolution de l'Assemblée Nationale française relative à l'intervention militaire française en Côte d'Ivoire, sous mandat de l'Onu pour faire respecter la volonté du peuple ivoirien lors de la dernière l'élection présidentielle.

### **C'est aux français que Hollande doit rendre des comptes**

Le réalisme politique nous oblige à constater que Hollande a été élu par le peuple français, dont il tient sa légitimité et face à qui il a des comptes à rendre. Il est également contraint par la constitution de s'inscrire dans la continuité de l'État dans l'intérêt de la France. Le général De Gaulle disait que, «la France n'a ni amis, ni ennemis, elle n'a que des intérêts à défendre».

Alors, compte tenu des difficultés actuelles de la France, de l'état de ses caisses qui sont de plus en plus vides, elle n'a plus les moyens d'aider l'Afrique à travers sa politique de coopération d'aide au développement. De fait, l'Afrique ne doit rien attendre de ce nouveau pouvoir français, elle doit compter sur elle-même pour exister. Avec les richesses que détiennent les États africains, c'est à eux d'établir un rapport de force intelligent et subtil afin d'obtenir les moyens de développement de leurs pays en instaurant la démocratie.

En politique, tout s'arrache avec force en s'imposant à l'autre comme l'ont si bien fait les pays émergents du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Personne ne fait de cadeaux à qui que ce soit, seuls les intérêts priment. Avec le recul, on peut quand même se demander si le discours de Dakar de Sarkozy en dépit de la violence des propos, n'a pas un fond de vérité qui peut heurter les sensibilités et interpeler les consciences?

Macaire Dagry

<http://www.lynxtogo.info/international/2359-lafrique-ne-doit-rien-attendre-du-nouveau-pouvoir-francais.html>

---

Hollande - Ouattara : l'Appel téléphonique qui marque le début de la Fin !

La diplomatie française est l'une des plus vieilles et des plus hypocrites au monde. Elle est à l'œuvre contre Ouattara. Et il est bon que la Révolution Permanente vous en donne des indices pour comprendre la danse des sorciers qui a déjà commencé.

D'abord, la démarche.

> Depuis son élection le 6 mai suivie de sa prestation de serment en tant que Président de la République de France le 15 mai 2012, François Hollande n'a eu aucun contact physique ou téléphonique avec Alassane Ouattara qui a pourtant joué le rat de l'Élysée pendant des jours et des jours.

> Malgré les nombreux appels téléphoniques partis d'Abidjan, c'est un correspondant occupé que Ouattara a toujours trouvé à l'Élysée. « Monsieur le Président ne peut vous prendre maintenant. Il vous rappellera dès que possible.»

> Après cette phase qui mit à très rude preuve les nerfs d'Alassane Ouattara, Hollande a rencontré les Présidents Yayi Boni et Mahamadou Issoufou au sommet du G8. Puis il leur a adressé une invitation en France.

> Objet de la visite : la situation en Côte d'Ivoire et au Mali.

> Dans l'entre deux rencontres avec les deux Chefs d'Etat du Bénin et du Niger avec leur Homologue

français, Hollande va ignorer avec soin, celui qui occupe les ruines du Palais Présidentiel d'Abidjan et qui gère le borbier de la CEDEAO au Mali.

Ce mardi 29 mai 2012, Hollande boucle son entretien avec le Président Yayi Boni puis les deux Chefs d'Etat s'adressent à la Presse. En substance, Hollande affirme qu'il n'y aura pas (et plus ?) d'ingérence française dans les affaires africaines.

> Répétant ce qu'il a retenu de son entretien avec le Chef de l'État de l'ancien colonisateur du Dahomey, Yayi Boni déclarent que désormais, l'Afrique doit compter sur elle-même.

Mettons de bout en bout, ces deux déclarations et nous avons la nouvelle ligne diplomatique de Paris en direction de l'Afrique : il n'y aura pas d'ingérence directe de la France dans les affaires africaines parce qu'avec François Hollande, l'Afrique doit compter sur elle-même.

C'est donc après cette mise au point, que François Hollande, qui pense posséder la vérité sur le cas du Mali après avoir écouté une version diplomatique africaine de la crise en Côte d'Ivoire, va passer son premier appel téléphonique à Alassane Ouattara.

Mais l'homme ment de façon surnaturelle. Donc pour éviter qu'il mente au monde entier sur le contenu de l'entretien téléphonique, Hollande prend le soin de pondre un communiqué sur le site de l'Élysée dont voici la teneur :

« Communiqué - Entretien téléphonique entre le président de la République et le président de la République de Côte d'Ivoire

Le président de la République a eu ce matin un entretien téléphonique avec M. Alassane Ouattara, président de la République de Côte d'Ivoire et président en exercice de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Le chef de l'État a exprimé la préoccupation de la France au sujet de la situation au Sahel et en particulier au Mali. Il a réaffirmé le soutien de la France aux actions de médiation de la CEDEAO et à ses efforts pour permettre le plein retour de la démocratie au Mali, garantir son unité et son intégrité territoriales et lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes.

Le Président de la République a évoqué avec le Président Ouattara les moyens qui pourraient être mis en œuvre pour mobiliser les États de la région, directement concernés par la situation, et plus largement la communauté internationale. Celle-ci ne peut être indifférente à la triple crise que traverse le Mali : politique, sécuritaire, et humanitaire.

Il a souligné que la France continuera à agir avec l'Union Africaine, ses partenaires européens et internationaux pour soutenir l'engagement de la CEDEAO au Mali et au Sahel.

Les deux présidents sont convenus de se rencontrer dans les meilleurs délais afin d'examiner comment approfondir le partenariat franco-ivoirien.»

Cela dit, venons en maintenant au sens de la démarche diplomatique française vis-à-vis d'Alassane Ouattara.

Ensuite, le sens de la démarche française.

Premièrement, le fait d'éviter tout contact avec Ouattara, le fait d'éviter même les appels téléphoniques, relève historiquement de la diplomatie de la rupture. Cela veut dire que la France de François Hollande prend ses distances vis-à-vis de Ouattara et n'entend ni de près ni de loin, lui donner le sentiment d'être son parrain, son complice ou son allié privilégié.

Deuxièmement, la France de François Hollande pense que trop de points d'ombres entourent le statut d'Alassane Ouattara en Côte d'Ivoire. Elle ne veut ni les endosser ni s'en défaire sans avoir fait son opinion personnelles sur les tenants et les aboutissants de ces points d'ombre.

Troisièmement, François Hollande pense personnellement que Ouattara est plus qu'infréquentable et qu'il faut qu'il le lui fasse savoir qu'il ne fait pas partie de ses amis.

Enfin, la France de François Hollande a tenu à envoyer un message public et officiel à Alassane Ouattara qui insiste pour se comporter comme un valet des Chefs d'État français en Afrique. Et ce message est le suivant : désormais, chacun se débrouille pour gérer les affaires intérieures de son pays.

Mais Hollande n'entendait pas s'arrêter là. En si bon et début de chemin. Il a déjà exprimé sa volonté très claire de conduire, selon des sources diplomatiques, un Audit sur la gestion des avances de trésorerie dont Ouattara a bénéficié au lendemain de son installation en Côte d'Ivoire, par Nicolas Sarkozy.

A l'époque, Ouattara faisait croire que le Président GBAGBO cumulait 3 mois d'arriérés de salaires. Ce

qui est archi faux. Il n'y avait aucun arriéré de salaire car même le salaire du mois de mars 2011 était déjà positionné dans les banques, quand les bombardements français ont commencé.

Alors, où est passé cet argent ? Ouattara répond qu'il a servi à payer 3 mois d'arriérés de salaires des fonctionnaires. C'est ce même mensonge qu'il s'est fait fort de répéter lors de sa dernière interview avec RFI et qui lui valut un démenti de la part du Porte-parole du Président GBAGBO, représenté à cet effet par le Ministre Koffi Koffi Lazare.

Voici donc tout le sens de cette expression utilisée dans le Communiqué de l'Élysée : « ... se rencontrer dans les meilleurs délais afin d'examiner comment approfondir le partenariat franco-ivoirien. »

Cet approfondissement est lié à une condition préalable : l'Audit des comptes des avances de Trésorerie françaises pour payer soi-disant 3 mois d'arriérés de salaires des fonctionnaires ivoiriens.

Voici donc tout le sens de la nouvelle démarche diplomatique française en direction d'Abidjan.

Et sans en attendre grand-chose, nous restons tout de même convaincus qu'il n'y pas non plus grand-chose à espérer du côté de ceux qui hier se prenaient pour des employés français en mission de conquête coloniale en Côte d'Ivoire.

Hollande feignant d'avoir compris nos conseils quant à la nécessité pour lui de regarder la Côte d'Ivoire comme son totem en prenant ses distances vis-à-vis d'Alassane Ouattara, nous ne pouvons que prendre acte de cette volonté affichée de faire les choses autrement.

Dans tous les cas, nous avons déjà pris les dispositions utiles pour imposer le respect à la France une bonne fois pour toutes, si jamais elle ose s'inviter dans la gestion à guichet fermé de nos différends Par Hassane Magued

Source : [afrik53.com](http://afrik53.com)

---

### [Situation sociopolitique en Côte d'Ivoire: Ce que la gauche française demande à Ouattara.](#)

Mercredi, 30 Mai

Les temps ont changé. Il y a un avant et un après 6 mai, et un nouveau Président français, une nouvelle gauche, qui ont d'autres interprétations, d'autres analyses de la politique étrangère, de l'Afrique, et de la Côte d'Ivoire. Et d'autres demandes. Et de cette gauche plurielle, de ce gouvernement d'union, certaines de ces demandes ne peuvent être présentées par le canal diplomatique classique, ni par des missi dominici- ces envoyés très spéciaux des Princes qui nous gouvernent. Ces analyses, ces demandes- en attendant plus- s'expriment pourtant «off», à Paris, dans divers lieux du nouveau pouvoir : Élysée, ministères, partis...mais aussi médias.

Et c'est aussi, avant le temps du pouvoir réel, le moment de « faire passer des messages » indirects, tant aux réseaux français qu'aux responsables étrangers -ivoiriens par exemple ! Dans la période de transition entre présidentielle et législatives, le pouvoir ouattariste n'a-t-il pas tout intérêt à présenter une meilleure image, en termes de droits de l'Homme, de gouvernance, et de dialogue avec l'opposition ? Les critères ont changé. La soumission, la reproduction, le mimétisme envers l'ordre sarkosyste ne sont plus estimés à Paris comme un gage de longévité, mais comme une cause de disgrâce.

#### **En finir avec les atteintes aux droits de l'homme**

A quoi pourrait donc ressembler ces mesures franco-ivoiriennes d'un nouveau type, qui prendraient bien évidemment le contre pied de la gouvernance du régime précédent ? Tout d'abord, il semble que les hiérarchies de valeur hollandaises n'apprécient guère les atteintes aux droits de l'homme, la maltraitance des opposants, ou la répression des médias, toutes exactions quotidiennes menées évidemment hors de tout cadre juridique. A l'inverse, une libération rapide de tous les opposants politiques, incarcérés sans jugements ou sous les charges baroques d'une « victoire de vainqueurs » est bien un préalable à un nouveau dialogue, intérieur et extérieur. A plus forte raison pour le citoyen français Michel Gbagbo, incarcéré quoiqu'on en dise pour ses liens de parenté, et en faveur duquel une campagne d'opinion a déjà commencé ; si sa libération n'intervenait pas très rapidement, et si son maintien en détention, alors qu'il est hospitalisé à cause de ses déplorables conditions de détention et sa santé fragilisée, le nouveau pouvoir de Paris pourrait se sentir très concerné, et ses pressions se feraient très vives. Ensuite, tout le gouvernement précédant, à commencer par le Premier Ministre **Aké N'Gbo Gilbert, et Affi N'Guessan, président du FPI ; mais aussi Simone Gbagbo et les dizaines de responsables qui ont été arrêtés, torturés ou maltraités, et incarcérés dans les Goulags du pays Dioula.** Nul doute que leur libération serait un signe d'apaisement vivement apprécié à Paris. Par ailleurs, les mesures mesquines visant à bloquer en dehors de toute légalité les comptes bancaires et de suspendre les traitements

devraient être abolis et les arrières versés pour mettre fin à la mort civile de centaines de familles. De même la liberté de manifester, de publier et de s'opposer au pouvoir sont des droits inaliénables en démocratie ; il est à penser que les critiques des ONG spécialisées telles Amnesty International ou la FIDH pour les droits de l'homme, Reporters sans frontières pour la presse (et les suspensions de journaux d'opposition!) vont s'accroître et trouver un écho vigilant dans les ministères d'un gouvernement socialiste qui fera des libertés, la condition de toute aide. Bien évidemment le retour d'une bonne centaine de milliers d'ivoiriens exilés au Liberia et au Ghana s'impose et l'amnistie des opposants politiques semble à Paris, une condition à une vraie réconciliation - à condition que comme un gage d'apaisement toute inculpation entre eux soient levée et que les destructions de leurs biens par les milices pro-Ouattara soient financièrement compensées.

### **L'armée française change de rôle : De la réserve au retrait ?**

Au-delà de la langue de bois franco-onusienne et de l'habillage juridique de l'intervention d'avril, tous les observateurs savent que c'est bien le pouvoir sarkosyste qui a décidé, par la diplomatie et les sanctions économiques, puis par l'aide aux Frci et in fine par une action militaire directe, de la conclusion de la « crise postélectorale ». Mais inversement, des signes du pouvoir socialiste et des missions en cours de l'Onu-qui de la même manière que précédemment déterminent les relations internationales autour de la Côte d'Ivoire, et en particulier le rôle de l'Onuci, ne trompent pas : l'heure est à une redéfinition du rôle de deux corps expéditionnaires, précédant leur retrait. Il s'agit d'un processus, présenté dans un premier temps comme technique, avec des considérations géopolitiques ; d'autres théâtres de conflits attendent les forces ousiniennes, par nature transitoires : en particulier le Nord Mali et Bamako dans la sous région, mais aussi le Liberia ou la Guinée Bissau.

### **Une Justice à double tranchant ?**

De même la langue diplomatique sert à l'habillage des décisions déjà prises à Paris pour faire passer le retrait à venir : le Président français a beau dire qu'il attendra en Côte d'Ivoire **«la demande du gouvernement ivoirien» pour ce retrait alors qu' il a plus récemment précisé pour l'Afghanistan que le rapatriement des troupes françaises est «un acte de souveraineté non négociable»...** Une mesure immédiate et un avertissement de l'évolution à venir est certainement la fin de coopérants français néocoloniaux, militaires ou civils trop compromis avec le régime Ouattara , trop visibles et politiquement très critiqués par l'opposition ivoirienne et les partis de gauche français ; de même la redéfinition discrète mais rapide de la mission de la Force Licorne devrait lui interdire une présence ostentatoire et une complicité dans la répression des opposants, comme aux pires jours d'avril 2011. Son renfermement, encasernement et neutralisation, sa mission réduite à la protection/exfiltration éventuelles de la communauté française préfigure, en effet, son retrait définitif. Considérant que les milices ethno-tribales, dites FRCI, sont les responsables, depuis 13 mois de nombreuses atteintes aux droits de l'homme (aussi graves que des meurtres répétés de civils, viols, rackets, violences continues) sur les populations du Sud et dans Abidjan, leur dissolution s'impose pour les responsables de la gauche française -ainsi que leur intégration, pour ceux qui n'ont pas commis de crimes de sang, dans une armée nationale réarmée- de même que la gendarmerie et la police. La purge, arrestation ou neutralisation des éléments FRCI et autres dozos, les plus compromis dans les exactions, pourrait être d'ailleurs la dernière « mission de paix » de la Licorne et Onuci, avant leur départ, faisant certainement l'unanimité à l'extérieur comme à l'intérieur du pays.

Quant à la justice, la pression va rapidement s'accroître. Ne serait ce qu'avec l'échéance du 18 juin : la CPI déjà largement discréditée devant l'impression internationale et particulièrement africaine pour sa partialité ne peut donner cette image lors du procès de Laurent Gbagbo. Sous pression française **(Christiane Taubira, la nouvelle Garde des Sceaux, pourrait défaire auprès de la Cour de La Haye, le travail du ministre sarkosyste Mercier)**, la CPI pourrait inculper d'importants représentants du camp Ouattara, responsables de crimes de guerre ou d'actes de génocide comme à Duekoué . D'après les rumeurs parisiennes, une version a minima concerneraient les fameux « com-zone », chefs dozos et « commandants » FRCI coupables de crimes de sang, en brousse comme à Abidjan, qui sont déjà identifiés ; des décisions a maxima concerneraient des politiques plus importants, responsables en amont, comme **Guillaume Soro** ; aller plus loin serait un des enjeux de la négociation franco-ivoirienne. En effet, s'appuyant sur le départ du procureur Ocampo particulièrement proche du régime Ouattara et remplacé par Fatima Bensouda, la juge Sylvia Fernandez de Gurmendi pourrait disqualifier des charges montées hâtivement et trouver des alternatives à l'incarcération et au procès, pour permettre à l'illustre

détenu de la Haye de participer à une issue pacifique de la crise- sur l'exemple de la réintégration d'**Henri Konan Bédié** dans le jeu politique. A propos de ce dernier, le RHDP forgé de toute pièce par la diplomatie de la droite française pourrait alors se dissoudre et le PDCI incité à favoriser une issue consensuelle si ce n'est à renverser les alliances : du moins ces perspectives semblent vues de Paris comme un levier de négociations à venir.

Ce qui n'exclut pas des procédures ivoiriennes ou internationales contre les acteurs de génocide, crime exclu de toute amnistie, et imprescriptible ; ni la mise en cause des soldats des deux corps expéditionnaires, s'il s'avérait qu'ils ont participé à des massacres de civils dans Abidjan, ou les avoir laissé faire en obéissant à des ordres illégaux et contraires à l'honneur militaire. La justice internationale peut donc se retourner et devenir une épée de Damoclès brandie par le nouveau gouvernement français et la gauche française ; mais comme la dissuasion, cette voie n'est pas obligatoire : grâce à elle les demandes de changement radical ne se transforment pas toujours en exigences ou en conditions... Et que ceux qui se tranquilliseront trop vite de la présence de **Laurent Fabius** et d'une certaine mafia française au Quai d'Orsay ou dans des médias comme RFI ne se réjouissent pas trop vite : là aussi des ajustements vont se produire, notamment après les législatives et la montée en puissance du Front de gauche de **Jean Luc Mélenchon**. Et de toute manière, la politique étrangère française est bien le domaine réservé du Président Hollande : elle se décide à l'Élysée.

Michel Galy,

Politologue, anthropologue, professeur de géopolitique à l'Ileri (Institut des relations internationales, Paris-France)

Mercredi, 30 Mai

<http://www.lynxtogo.info/oeil-du-lynx/afrique/2407-situation-sociopolitique-en-cote-divoire-ce-que-la-gauche-francaise-demande-a-ouattara-.html>

---

b) Cour pénale internationale -

2 Processus de paix

**CPI-GBAGBO: Requête en incompétence : AU COEUR D'UN TOURNANT DECISIF**

Extrait - 79 pages riches et précises.

La requête en incompétence de la Cour pénale internationale (CPI) rédigée et déposée par l'équipe de défense du président Laurent Gbagbo – Maître Emmanuel Altit, Maître Agathe Bahi Baroan, Maître Natacha Fauveau-Ivanovic –, malgré son caractère technique quelquefois ardu, se lit passionnément. Le sujet, bien entendu, est en lui-même d'un intérêt capital, pour les Ivoiriens et pour tous les Africains. On ne saurait le traiter par-dessus la jambe, en se contentant du prisme souvent déformant des agences de presse occidentales. Pour cette raison, et malgré le temps très court qui nous était imparti, nous avons voulu, au Nouveau Courrier, partager avec vous de très larges extraits de ce texte. Pour rendre cette lecture essentielle plus agréable, nous avons fait le choix éditorial de rassembler les extraits les plus significatifs dans des articles séparés, précédés d'un commentaire et encadrés par une titraille qui guide la lecture et permet de comprendre plus vite un certain nombre de concepts qui peuvent se noyer dans un langage juridique volontiers ésotérique. Vous avez dans les mains le résultat de notre travail. Il aurait pu être meilleur, et nous travaillerons, lors du procès qui vient, à en expliciter les moindres enjeux de la manière la plus professionnelle. A la mesure de vos attentes.

Que retenir de la démarche des avocats du président Gbagbo ? Premièrement, elle est surprenante. Alors que l'opinion était focalisée sur la procédure de demande de liberté provisoire sur laquelle quelques informations étaient disponibles, la Défense se lance dans une vaste contre-attaque qui déroutera sans doute le Procureur, la Cour et bien entendu le régime d'Abidjan.

**Collisions Ocampo-Ouattara et pratique de la torture.**

Plus question d'être dans une position attentiste ! En lisant ce texte, on se rend bien compte que Laurent Gbagbo ne va pas à son procès comme un mouton à l'abattoir. La meilleure défense, c'est l'attaque ! Il attaque donc. Dans une position passive durant de nombreux mois, ses avocats capitalisent désormais les nombreuses erreurs d'une accusation compromise dans ses «liaisons dangereuses» avec le régime autoritaire d'Abidjan, ce dernier ne pouvant plus compter sur la protection inconditionnelle de la France officielle.

Le camp Gbagbo met en lumière un certain nombre de faits gênants pour ses adversaires. Il décrit les différentes formes de collusion entre l'une des parties ivoiriennes (le camp Ouattara) et l'Accusation, ce qui jette une suspicion légitime sur cette dernière. Il montre que ceux qui se présentent comme le camp du Bien – la France, les Nations unies, la CPI, le régime Ouattara – se sont signalés par des violations du droit international, du droit national ivoirien, du droit international humanitaire, du statut de Rome, etc... Des violations si nombreuses et si diverses qu'on ne peut que se dire que ceux qui les ont perpétrées étaient persuadés de leur impunité.

Le récit détaillé des mauvais traitements infligés à Gbagbo, et le fait même que ces mauvais traitements soient certifiés par un médecin expert de la CPI, qui les considère comme assimilables à de la torture, place de fait le régime Ouattara, au plus haut niveau – qui peut imaginer que l'actuel maître d'Abidjan ignorait ce que ses hommes faisaient de Gbagbo ? – sur le banc des accusés. En effet, la Cour pénale internationale est très clairement compétente pour juger les actes qui relèvent de la torture. Si, en dépit de l'argumentaire juridique des avocats de Gbagbo, elle considère qu'elle a compétence pour juger les événements survenus en Côte d'Ivoire dans le cadre fixé, comment le Procureur pourra-t-il empêcher la mise en cause de Ouattara lui-même sans se discréditer durablement, alors qu'un médecin-expert «validé» par l'institution affirme que le régime d'Abidjan a torturé celui qu'il considère comme un ancien chef de l'Etat ? S'il en est ainsi du bois vert, qu'en sera-t-il du bois sec ? Si Gbagbo est soumis à de telles choses, on imagine ce que vivent, dans l'indifférence internationale, les militaires embastillés par Fofié ou les jeunes qui sont arrêtés quotidiennement à Abidjan dans un climat de rafle généralisée ?

### **En filigrane, le choix d'une stratégie**

La stratégie du président Gbagbo apparaît d'ores et déjà. De son statut d'accusé, il a bien l'intention de passer au statut symbolique d'accusateur, décidé à démontrer au monde entier le double langage meurtrier de la «communauté internationale», en réalité de l'Occident conquérant. Il a bien l'intention d'ouvrir les yeux des Africains sur les mécanismes internationaux subtils tendant à criminaliser ceux qui tentent, même de manière imparfaite, de porter leurs voix et leurs aspirations à un monde plus équitable. Les avocats de Gbagbo remettent-ils en cause la compétence de la Cour pénale internationale (CPI) parce qu'ils «paniquent» à la vue des «preuves» d'Ocampo ? En réalité, ils ont plutôt économisé leurs «munitions» dans le cadre d'une bataille qui s'avère longue. Et ils jouent en contre. Le 18 mai dernier, l'Accusation a abattu ses cartes principales en produisant ses preuves supposées. Elle ne peut plus rajuster sa stratégie de manière fondamentale. La Défense peut donc, sans grand risque, sortir une partie de son jeu et de son plan de bataille. Le faire avant que l'Accusation montre toutes ses cartes était fondamentalement risqué. Aujourd'hui, les choses sont différentes. Il est question de prendre l'ascendant psychologique et juridique dans la période qui nous sépare du 18 juin. Et de faire bien comprendre à l'adversaire qu'il sera mis en cause – et de la manière la plus juridiquement charpentée possible – dans sa personnalité, dans ses pratiques scandaleuses, dans ses intentions. Dans un échange téléphonique rapide avec Le Nouveau Courrier, Maître Emmanuel Altit a dévoilé son état d'esprit. Sa requête est «sérieuse», «juridiquement fondée». «Nous avons de bonnes chances de gagner ce débat. Nous considérons que la CPI n'est pas compétente sur cette affaire. A elle de démontrer le contraire», nous a-t-il confié.

Une subtile partie de poker à la fois juridique, judiciaire, politique, psychologique, diplomatique et historique vient de commencer. Elle sera rude.

Théophile Kouamouo

Source: [LE NOUVEAU COURRIER](http://regardscroises.ivoire-blog.com/)  
<http://regardscroises.ivoire-blog.com/>